

HOUSE OF COMMONS

[Texte]

Mr. Ritchie: Do you have much trouble with the standards of investment? Are you policing that?

Mr. Humphrys: No, I would not say so.

Mr. Ritchie: Are they fairly easy.

Mr. Humphrys: They are about the same as those that apply to insurance companies.

Mr. Ritchie: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Dr. Ritchie. Gentlemen, I have four names remaining on my list and we have one minute left. So I am in quite a dilemma.

Mr. Herbert, you are next on the list, but you have one minute.

Mr. Herbert: Actually, Mr. Chairman, Mr. Ritchie may be able to submit this information to us if he does not have it at hand. I do not even know if it is available.

I see that the total assets of trust companies supervised by the department have increased some 27 per cent in 1973 and I wondered if the department kept any kind of breakdown of the composition of those assets. In the same vein, I noted that the assets of the 38 investment companies presently registered under the Investment Companies Act have increased by some 18 per cent, and again I wondered whether the department had any breakdown of the composition of these assets?

• 1100

Mr. Humphrys: For the loan and trust companies, the great proportion of their investments is in mortgages. For 1972, for trust companies, 73 per cent of their assets was in mortgages, and that pattern has stayed pretty constant. So, of the \$700 million or so increase in assets of trust companies in 1973, something over \$500 million would have gone into mortgages, and a similar pattern in the loan companies.

We do not have a complete analysis of assets at the end of 1973, but I think it is safe to say that for the trust and loan companies it is still nearly all in the mortgage field. I do not have an analysis of assets of the investment companies. Their investment pattern is not controlled by the legislation, and as a consequence we do not make any tabulation of their figures.

(See Minutes of Proceedings)

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I just want to apologize for saying "Mr. Ritchie" instead of "Mr. Humphrys" with the confusion with the last questioner.

The Chairman: Thank you Mr. Herbert.

Gentlemen, shall Vote 25 stand?

CHAMBRE DES COMMUNES

[Interprétation]

M. Ritchie: Avez-vous beaucoup de difficultés en ce qui concerne les normes d'investissement? Établirez-vous une nouvelle politique à ce sujet?

M. Humphrys: Non, je ne le crois pas.

M. Ritchie: Sont-elles assez faciles?

M. Humphrys: Ces normes sont à peu près les mêmes que celles qui s'appliquent aux compagnies d'assurances.

M. Ritchie: Merci, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Ritchie. Messieurs, j'ai encore sur ma liste les noms de quatre personnes et il ne nous reste qu'une minute. Je me trouve donc dans un dilemme.

M. Herbert, votre nom est le suivant sur la liste, mais vous n'avez qu'une minute.

M. Herbert: En réalité, monsieur le président, M. Ritchie peut nous présenter ces renseignements s'il ne les a pas actuellement. Je ne sais même pas s'ils sont disponibles.

Je me rends compte que l'ensemble des actifs des sociétés de fiducie surveillées par le gouvernement a augmenté d'environ 27 p. 100 en 1973 et je me demande si le département possède la ventilation de la composition de ces actifs. Dans le même ordre d'idée, j'ai remarqué que les actifs des 38 sociétés d'investissement, qui détiennent un certificat en vertu de la Loi sur les sociétés d'investissement, ont augmenté d'environ 18 p. 100 et, de nouveau, je me demande si le département aurait des détails à nous donner sur la composition de ces actifs?

M. Humphrys: En ce qui concerne les compagnies de prêts et de fiducie, la grande majorité de leurs investissements est faite d'hypothèques. En 1972, 73 p. 100 de l'avoir des compagnies de fiducie consistaient en hypothèques et ce pourcentage est resté assez constant. Ainsi, sur 700 millions de dollars environ d'augmentation des fonds des compagnies de fiducie en 1973, plus de 500 millions de dollars auraient été investis dans des hypothèques; il en va de même pour les compagnies de prêts.

Nous n'avons pas d'analyse complète des actifs à la fin de 1973, mais je pense qu'on peut, sans danger, dire que dans le cas des compagnies de fiducie et de prêts, ils consistent encore presque tous en hypothèques. Je n'ai pas d'analyse concernant l'actif des compagnies de placement. Leur mode de placement n'est pas contrôlé par la loi; en conséquence, nous n'avons aucun tableau de leurs chiffres.

M. Herbert: Monsieur le président, je voudrais seulement m'excuser d'avoir dit «M. Ritchie» au lieu de «M. Humphrys»; j'ai confondu avec celui qui a posé la dernière question.

Le président: Merci, monsieur Herbert.

Messieurs, le crédit 25 est-il réservé?